

Tourisme culturel, engagement politique et actions humanitaires dans la région d'Agadès (Niger)

*Emmanuel Grégoire**

Berceau du pays touareg nigérien, la région d'Agadès fut jusqu'à la rébellion (1991-1995) une destination prisée en raison de ses nombreux attraits touristiques. Le tourisme y prit une forme originale reposant sur l'exploitation du « mythe » touareg. Celui-ci est ancré sur une folklorisation ethnique (« l'homme bleu » juché sur son chameau conduisant une caravane à travers le Ténéré) et sur la mystique du désert [Bourgeot, 1995] qui interpelle l'imaginaire des Occidentaux pour lesquels il demeure un lieu d'aventures, d'exploits (désormais sportifs) et de défis mais aussi d'absolu : « le désert est un mot qui évoque et provoque » [Henry, 1983]. Loin de vouloir gommer les spécificités culturelles, les touristes qui se rendaient en pays touareg cherchaient, au contraire, à appréhender la société « traditionnelle » (histoire, économie, culture, organisation sociale, coutumes, etc.) et à saisir les raisons de la détérioration de ses conditions de vie. Cette quête de « l'authentique » a abouti chez certains d'entre eux à la revendication d'un savoir ethnologique. Elle a aussi suscité un sentiment de solidarité qui s'est parfois traduit par un engagement humanitaire en faveur de cette société sévèrement touchée par des épisodes de sécheresse successifs (perte d'une grande partie de son cheptel) : plusieurs ONG virent ainsi le jour après un séjour de leurs membres fondateurs dans les campements de l'Aïr ou les oasis du Ténéré. Cette solidarité a eu enfin des prolongements politiques, sous la forme d'un soutien inconditionnel et actif à la cause et aux thèses indépendantistes de la rébellion : tout un *lobby* français pro-touareg s'immisça dans le débat malgré sa méconnaissance totale du « problème » touareg, société qu'il ne connaissait finalement qu'à travers ses aspects folkloriques.

Pour saisir les dimensions à la fois culturelle, politique et humanitaire du tourisme en pays touareg nigérien, nous nous efforcerons de montrer comment Mano ag Dayak, principal animateur du tourisme local et personnalité très médiatique, et d'autres Touaregs jouèrent du « mythe » pour provoquer chez leurs visiteurs un véritable engouement pour la région, les sensibiliser à leurs aspirations

* Géographe, Institut de recherche pour le développement (IRD), UR 105 « Savoirs et développement », 32, avenue Henri Varagnat, 93 143 Bondy Cedex - Emmanuel.Gregoire@bondy.ird.fr.

politiques et les impliquer dans leurs problèmes de développement. Notre analyse débutera avec les années soixante qui marquent le début du tourisme dans le Nord du Niger. Elle s'achèvera avec les accords de paix de Niamey (24 avril 1995) qui mirent fin à la rébellion, mais pas à l'insécurité « résiduelle » qui a voué à l'échec, depuis lors, toutes les tentatives de relance du tourisme.

Les prémices du tourisme saharien nigérien

Le Sahara qui s'étend des côtes mauritaniennes aux confins du Soudan est le plus grand désert du monde. Il est sans doute aussi le plus beau. Dès le début du XIX^e siècle, le Britannique Hugh Clapperton, le Français René Caillé puis un plus tard l'Allemand Heinrich Barth tentèrent d'en percer les mystères. Au cours de leurs longs périples, ces explorateurs accumulèrent une foule d'informations d'ordre historique, géographique, ethnologique et économique qui constitueront de précieux documents pour les missions militaires qui précédèrent la conquête coloniale.

Amorcée dès la fin du XIX^e siècle, celle-ci se heurta à l'hostilité des chefs touaregs qui perçurent très vite que la colonisation aurait des conséquences politiques et économiques désastreuses car elle leur ôterait tout contrôle sur les espaces sahariens et sahéliens. En dépit d'une farouche résistance (révolte de 1916-1917 menée par le chef Kaosen et le sultan Tegama), la France prit possession de cette partie centrale du Sahara qu'elle réorganisa politiquement en démantelant les grandes confédérations touarègues et en leur substituant une série de groupes calqués sur le modèle des cantons artificiellement créés dans le Sud du Niger. Ses contrées septentrionales une fois pacifiées, une certaine complicité doublée d'un respect réciproque s'instaura progressivement entre militaires et administrateurs civils français et leurs anciens adversaires touaregs à tel point qu'à l'approche de la décolonisation certains chefs touaregs semblèrent se raccrocher à l'idée, symbolisée par l'OCRCS (Organisation commune des régions sahariennes), d'un État saharien autonome sous tutelle française¹.

Une fois conquis, le désert devint le théâtre des exploits des grands noms de l'industrie aéronautique (Bréguet) et automobile française comme Citroën dont les voitures de la célèbre croisière noire rallièrent, en 1924, Colomb-Béchar (Algérie) à Gao, Niamey, Zinder puis Fort-Lamy avant de poursuivre leur route en Afrique centrale pour la terminer en Afrique du Sud. Toutes ces missions d'exploration permirent d'établir, dès le début des années trente, une carte des pistes transsahariennes. Dès lors, le désert fut parcouru par des fonctionnaires de l'administration française, des agents des maisons de commerce mais aussi des voyageurs et des touristes fortunés désireux de se rendre au Soudan pour y chasser les « fauves ».

1. Si les Kel Adagh qui nomadisent dans l'Adrar des Iforas (Mali) ne s'opposèrent pas à l'avancée des Français, ils prirent les armes en 1963 [Boilley, 1989 et 1994] contre les nouvelles autorités de leur pays devenu indépendant (des groupes Iforas fuyant la sécheresse qui sévissait alors dans l'Adrar vinrent s'installer dans l'Air avec leurs troupeaux au début du XIX^e siècle).

Au cours des années cinquante, le Sahara nigérien demeurait toutefois moins parcouru que sa partie algérienne car plus inhospitalier. Seuls le traversaient les militaires français et leurs gnomes, des raids automobiles (mission Berliet en 1959) [D. et P. Bejui, 1994] et les chercheurs du Commissariat à l'énergie atomique et de la Compagnie générale de géophysique qui effectuaient de la prospection minière et pétrolière dans l'Aïr et le plateau du Djado. Sensiblement à la même époque, des Européens résidant à Niamey organisaient des expéditions au cours desquelles ils découvraient des sites jusqu'alors inconnus. Le pharmacien Louis-Henri Mourèn fut ainsi le pionnier du tourisme saharien au Niger. Passionné de chasse et de photographie, il fut un des premiers à découvrir le cœur de l'Aïr et à y tracer des pistes. Ses explorations lui firent prendre conscience que la région possédait des potentialités touristiques exceptionnelles avec le massif de l'Aïr, les « Alpes sahariennes » traversées de cours d'eaux temporaires donnant naissance à des oasis verdoyantes, le Ténéré, « désert des déserts » dont les dunes de sable s'enchevêtrent aux montagnes de l'Aïr sur sa frange occidentale et enfin la ville d'Agadès. Fondée au XV^e siècle, la cité offre une architecture soudanaise parfaitement conservée avec ses vieilles maisons en banco, les palais du sultan de l'Aïr et de l'Anastafidet ainsi que la mosquée et son célèbre minaret. Dans ce cadre grandiose, vivent les Touaregs qui ont toujours fasciné les Européens, des premiers explorateurs et militaires français jusqu'aux touristes actuels. Si la littérature coloniale a créé le « mythe » touareg, la presse contemporaine et les agences de voyages européennes l'ont ensuite entretenu pour promouvoir le tourisme au Niger, mais aussi au Mali (cercles de Gao et de Tombouctou) et dans le Sud algérien (*wilaya* de Tamanrasset) où il prit un essor plus important.

En 1968, la reconnaissance de la région était suffisamment avancée pour que Louis-Henri Mourèn fonde *Air trans image Niger*. Cette agence de voyage marque le début de l'exploitation touristique du Sahara nigérien, exploitation facilitée par l'arrivée des Land-Rover, véhicules robustes et bien adaptés au transport local. *Air trans image Niger*, rapidement devenu la Croix du Sud, installa un campement à Iférouane, localité située au cœur de l'Aïr. L'agence qui s'appuyait sur du personnel touareg accueillit ses premiers touristes en 1971. C'était des gens aisés, passionnés du Sahara et de sa culture auxquels Louis-Henri Mourèn et son équipe faisaient découvrir les plus beaux sites en privilégiant les aspects archéologiques, historiques et culturels (visite de campements touaregs) tout en s'efforçant d'en préserver l'authenticité. À la même époque, l'Italien Vittorio Gioni transféra son agence au Niger en raison des tracasseries administratives dont il était victime à Tamanrasset où l'Office national algérien du tourisme (ONAT) entendait avoir le monopole de l'activité. Vittorio Gioni fonda Sahara-Niger (1974) qui eut pour siège Agadès, mais dont les méharées partaient aussi d'Iférouane où il avait recruté ses employés, tous touaregs (guides, chauffeurs, cuisiniers, mécaniciens, comptables, etc.). À son contact, ils se formèrent au métier de voyageur (accueil et encadrement de la clientèle, installation de bivouacs, préparation de la cuisine occidentale, etc.) et de guide, apprenant à se repérer dans les zones qui leur étaient peu familières. De 1974 à 1980, Sahara-Niger fut la principale agence, les autres ne venant au Niger que

durant la saison touristique (octobre à avril)². Toutes bénéficiaient d'une conjoncture favorable, les pouvoirs publics souhaitant développer le tourisme, notamment en pays touareg objet de nombreuses expositions photographiques et artisanales pour le promouvoir. Les touristes qui se rendaient dans la région étaient cependant peu nombreux (un millier par an au plus).

Comme en Algérie quelques années plus tôt et dans le même souci de privilégier les nationaux, la législation nigérienne interdit, en 1980, aux étrangers d'exploiter des agences. Le même décret retira sa licence à Sahara-Niger et attribua la sienne à Temet-Voyages de Mano ag Dayak. Jeune Touareg marié à une Française, celui-ci organisait jusqu'alors des voyages pour des amis sous le couvert de Vittorio Gioni. Le capitaine Beignou Beïdo, préfet d'Agadès (1975-1979), l'empêcha en effet de monter sa propre agence le soupçonnant de propager des idées fédéralistes voire indépendantistes au sein de la société touarègue (Mano ag Dayak avait sollicité, dès 1976, une autorisation auprès du ministère de l'Intérieur). Les Européens qui avaient lancé le tourisme saharien se retiraient donc au profit des Touaregs avec à leur tête Mano ag Dayak. Ce transfert était logique dans la mesure où ils étaient les seuls Nigériens capables de s'adonner à cette activité en raison, d'une part, de leur connaissance fine de la région et de leur capacité à s'y mouvoir acquises dans l'exercice de leurs activités traditionnelles (pastoralisme et commerce caravanier)³ et, d'autre part, du prestige dont ils jouissaient aux yeux des touristes occidentaux. En ce sens, Mano ag Dayak exploita habilement, bien qu'il s'en défendît (Mano Ag Dayak, 1992), l'image du mythe⁴.

Au cours des années quatre-vingt et jusqu'à la rébellion, le tourisme va être au cœur des dynamiques régionales et surtout urbaines. Agadès, plus que son arrière-pays, voit naître et se développer toute une série d'activités qui en feront un pôle économique régional et non plus seulement une préfecture de département⁵. Cette mutation s'accompagna d'importantes recompositions socio-économiques marquées par l'émergence de nouvelles hiérarchies avec à leur tête les animateurs du tourisme et certains groupes socioprofessionnels qui en profitaient largement (artisans-forgerons). À l'opposé, l'aristocratie touarègue qui s'était volontairement tenue à l'écart de cette nouvelle activité pour des raisons éthiques pâtit de cette évolution.

L'exploitation touristique du mythe

Les Européens aidèrent leurs anciens employés touaregs à se lancer dans le tourisme. Temet-Voyages racheta ainsi le matériel de Sahara-Niger et embaucha

2. Après avoir été le premier à ouvrir une agence, Louis-Henri Mourèn cessa assez vite son activité touristique (il mourut dans un accident de voiture au cours du rallye Paris-Dakar).

3. Les populations haoussas et djermas redoutent de s'aventurer dans ces zones inhospitalières qu'elles ne connaissent pas.

4. Ce texte fera souvent référence à Mano ag Dayak étant donné son rôle majeur joué dans le développement du tourisme local puis dans la rébellion. Il n'est toutefois pas question d'en faire ici la biographie ni l'apologie.

5. Sa population est à présent d'environ 120 000 habitants (12 500 en 1959, 28 800 en 1970 et 50 200 en 1988).

une partie de son personnel. Mano ag Dayak l'étoffait en recrutant d'autres personnes, souvent originaires de la vallée de Tidène comme lui (groupe des Iforas). Ses moyens logistiques (quatre à cinq Land-Rover) étant insuffisants, il sous-traitait des groupes à des guides renommés qui possédaient leur propre véhicule et qu'il encourageait à créer leur entreprise. En résolvant un problème logistique, il constituait en même temps un vaste et précieux réseau de dépendants au sein de sa communauté touarègue dont il devint la figure emblématique.

Mano ag Dayak domina l'activité pendant une dizaine d'années. Au départ, il s'appuya sur le petit fond de clientèle constitué au cours des expéditions organisées sous le couvert de Sahara-Niger voire clandestinement. Sans doute inconsciemment, il prônait alors un tourisme à la fois culturel et solidaire s'efforçant d'emmener ses visiteurs dans les campements pour leur faire découvrir les coutumes et les (dures) conditions de vie de leurs habitants, conception avec laquelle il prit par la suite ses distances face à l'afflux de touristes. Sa bonne connaissance de la région, sa personnalité à la fois touarègue mais aussi occidentalisée du fait de son mariage et de ses multiples voyages à l'étranger (France où il fit des études supérieures et États-Unis où il séjourna plusieurs mois) et enfin son charisme firent de lui l'interlocuteur privilégié voire incontournable des agences européennes et de tous ceux qui avaient un quelconque projet dans la région d'Agadès (sportif, cinématographique, humanitaire, etc.)⁶. Mano ag Dayak apportait toujours une aide précieuse dans une zone où les conditions naturelles soulèvent de sérieux problèmes matériels. Pendant plus d'une dizaine d'années, Temet-Voyages répondit à toutes les sollicitations. Cela valut à son directeur une incontestable notoriété qui lui permit de tisser un réseau de relations étendu à l'étranger et plus particulièrement en France, tant dans le monde du spectacle que les milieux politiques, touristiques, journalistiques et sportifs. Mano ag Dayak devint ainsi l'ami de Thierry Sabine, organisateur du rallye Paris-Dakar qui, dès sa première édition (1978), fit étape à Agadès.

Mano ag Dayak aida à plusieurs reprises Thierry Sabine à repérer le tracé de la course à travers le Ténéré et son agence fut le principal partenaire du rallye pendant près de dix ans (1983-1992)⁷. Hostile au départ, « ce rallye, je le percevais d'abord comme un affront au désert, comme une insulte au silence et au dénuement de ce monde jusque-là préservé de la folie de cette armada de voitures, de motos et de camions, de journalistes et de vedettes médiatiques » [Dayak, 1996], Mano ag Dayak changea rapidement d'avis comprenant le parti dont la région pouvait tirer de son passage. Chaque année, des sommes importantes étaient ainsi injectées dans l'économie locale (300 à 500 millions de francs CFA selon les estimations) : « pendant deux jours, les gens gagnaient suffisamment d'argent pour vivre un an » se rappela un Agadésien. Outre les hôtels (le prix d'une nuitée passait de 5 000 à

6. Temet-Voyages participa au tournage de films (*Un thé au Sahara, La captive du désert*), organisa un séminaire en plein désert pour une secte américaine, assista de multiples équipes de télévision, etc.

7. Temet-voyages organisait la logistique (hébergement, approvisionnement en essence, formalités douanières, etc.) et prenait en charge les personnalités qui venaient assister au passage du rallye. Celui-ci faisait étape à Agadès pendant deux jours car les concurrents y disposaient d'une journée de repos (il finit par représenter près du tiers du chiffre d'affaires annuel de l'agence).

25 000 francs CFA), les restaurants et les agences de voyages, l'épreuve bénéficiait à toutes sortes de petits métiers (garagistes, vendeurs en tout genre, artisans, chasse-touristes, gardiens, etc.) et de personnes (prostituées, fonctionnaires et particuliers qui louaient maisons et véhicules au prix fort). Même l'administration profitait de sa venue par la perception d'un surcroît de taxes et la location de lieux d'hébergement et d'entrepôts. Outre ces retombées directes, le rallye fut un excellent moyen pour promouvoir à moindres frais la région d'Agadès en Europe où la course faisait l'objet de nombreux reportages dans la presse écrite et à la télévision.

Le tourisme connut alors un essor important, la création de nouvelles agences ne troublant pas Mano ag Dayak car le marché était suffisamment porteur pour permettre à d'autres de s'installer. De plus, leur clientèle différait : Temet-Voyages était liée à des agences françaises (Terres d'Aventures, Nouvelles frontières etc.), allemandes (Mini-Trek, Hause et Ikarus) et helvétiques (Kuoni) tandis que Niger-Ténéré-Voyages, son principal concurrent, travaillait avec des groupes italiens (Spazi d'Aventura, Aventurno del Mondo, Dunes et Kel 12). Outre ces touristes, la région avait un petit vivier de clients à travers la communauté française qui résidait sur les sites uranifères d'Arlit et d'Akokan mais aussi à Agadès où il y avait des coopérants et des ingénieurs qui participaient à la construction de la SONICHAR (usine à charbon) et de la route Tahoua-Arlit. Sa réalisation rendit beaucoup plus accessible la région aux nombreux coopérants et expatriés qui résidaient à Niamey, Maradi et Zinder et qui profitaient des périodes de congés pour faire une excursion dans le Nord. Enfin, de nombreux jeunes traversaient le désert pour découvrir l'Afrique à l'aide de véhicules d'occasion dont la revente finançait leur voyage⁸. Ils contribuèrent aussi à l'animation de la ville et à l'essor de nombreuses activités : hôtellerie, restauration, vendeurs en tout genre, loueurs de chameaux pour des méharées, de villas, de chambres, etc. et même agriculteurs (développement des activités de maraîchage pour répondre à une demande urbaine accrue). L'artisanat fut cependant un des secteurs qui profita le plus du tourisme.

En pays touareg, la coutume attribue aux artisans appelés communément forgerons, un statut social original qui est à l'opposé de celui des nobles qui sont guerriers. Les *inadan* (sing. *enad*), gens de caste [Bernus, 1983], s'occupent des fabrications manuelles : armes, bijoux, objets divers en bois, en cuir, en terre, en produits naturels de la brousse (sparterie) ou en pierre de talc. Ces artisans travaillent traditionnellement pour l'aristocratie touarègue qui les sollicite à l'occasion d'événements familiaux (rituels de mariages, baptêmes) ou de fêtes religieuses. Les touristes s'intéressèrent à leurs produits, notamment à la célèbre croix d'Agadès (*teneghel*) mais aussi à de multiples autres objets (colliers, pendentifs, bracelets, bagues, selles de chameaux, etc.). Fonctionnant habituelle-

8. Ce qui relevait, au départ, de l'aventure devint un véritable négoce animé par des professionnels qui agissaient pour des commerçants nigériens ou nigérians (en 1991, plus de 2 500 véhicules entrèrent ainsi au Niger). À Agadès, ce commerce engendra une nouvelle activité : « chasse-touristes » (ils mettaient en relation vendeurs et acheteurs et fournissaient toutes sortes de prestations aux premiers).

ment selon le système des commandes, les artisans comprirent qu'ils devaient constituer des stocks pour satisfaire sur-le-champ la demande des touristes. Dans le cadre de leur coopérative ou de projets et au contact d'Européens, ils diversifièrent leur production en proposant de nouveaux bijoux et en améliorant la qualité et la finition de leurs articles. Cela leur offrit de nouveaux marchés, notamment à Niamey où ils ouvrirent des boutiques. D'autres artisans développèrent le travail du cuir et surtout de la pierre de talc utilisée traditionnellement à la fabrication de bracelets, de jouets et d'ustensiles de cuisine. Ils confectionnèrent alors des objets décoratifs (vases, coupes, figurines diverses, boîtes de toutes sortes, etc.) qui eurent un grand succès car, comme les bijoutiers, ils proposaient sans cesse de nouveaux articles. Des ateliers sont ainsi passés du stade artisanal à celui de la petite entreprise, leurs patrons parcourant l'Afrique et même l'Europe pour écouler leurs produits. En France et dans d'autres pays où ils participent à des salons et des expositions et où ils se rendent toujours vêtus de leurs habits traditionnels, ils s'appuient sur tout un réseau d'amitiés constitué à Agadès et qui facilite leur négoce et leur hébergement.

Cette mutation de l'artisanat inversa les rapports économiques et sociaux car l'accumulation réalisée par de nombreux artisans les affranchit de leur statut de dépendant⁹. Leur enrichissement tranche avec la situation socio-économique de leurs anciens maîtres nobles qui s'est, au contraire, détériorée en raison des crises du pastoralisme touché par la sécheresse de 1973-1974 et plus encore de 1984-1985. Hommes au statut social méprisé, ces artisans n'ont donc eu aucun complexe à verser dans le négoce, activité dédaignée par l'aristocratie touarègue : celle-ci refusa de s'y livrer pour des raisons tant morales que culturelles si bien qu'elle resta à l'écart du tourisme et de ses retombées financières qui augmentaient au fil des ans. Sur le plan social, il y a donc eu rupture des liens de dépendance, celle-ci s'opérant au détriment des classes nobles, détentrice auparavant des moyens de production (le bétail), mais qui ont été dans l'incapacité de le transformer en produit marchand et donc de s'insérer dans l'économie qui devenait de plus en plus marchande.

En 1989, Temet-Voyages, société en nom propre, devint une société anonyme au capital de vingt millions de francs CFA répartis entre trois actionnaires touaregs et quatre européens (Mano ag Dayak en possédait plus de la moitié). Cette mutation se fit pour des raisons de gestion interne et sous la pression de l'État qui, au regard de son succès, souhaitait que Temet-Voyages quitte « l'informel » pour devenir une véritable entreprise. Un crédit bancaire assainit sa situation financière et surtout lui permit d'investir pour porter son parc automobile à une douzaine de véhicules. Elle se dota aussi d'un bureau de liaison parisien chargé des relations avec ses clients européens. En 1986, elle accueillit 900 touristes en incluant les personnes venues assister au rallye Paris-Dakar. Ce chiffre est monté à près de 2000 en 1988, son chiffre d'affaires étant alors d'environ 450 millions de francs CFA.

9. Ce sont le plus souvent des Kel Ewey et des Kel Ferouan (les Iforas sont peu représentés alors qu'ils contrôlent le tourisme).

Elle représentait 75 % du marché précédant Niger-Car et Niger-Ténére-Voyages. En 1989, toutes agences confondues, on comptabilisa trois mille touristes ce qui représentait environ 650 millions de francs CFA de chiffres d'affaires. La fréquentation de la région s'accrut plus encore en 1990, celle-ci étant désormais reliée à Paris par un vol direct alors qu'il fallait auparavant aller chercher les touristes à Niamey (1 000 km) et les y reconduire.

Au début des années quatre-vingt-dix, les Touaregs, sous l'impulsion de Mano ag Dayak, étaient donc parvenus à contrôler le tourisme puisque sur la dizaine d'agences que comptait Agadès, six dont les plus importantes appartenaient à des Touaregs, deux à des Agadésiens, une à un Arabe algérien et une dernière associait un Italien à un opérateur djerma. En faisant ainsi découvrir leur région à un public conquis d'avance, les Touaregs éprouvent sans doute le sentiment de poursuivre une vie nomade parcourant à longueur d'années, comme leurs ancêtres, les pistes de l'Aïr et du Ténére. Il y a là une certaine continuité, le Sahara demeurant un espace social et culturel. Toutefois, un examen attentif des ressortissants de la communauté touarègue qui ont bénéficié du tourisme, révèle un accès inégalitaire : les Iforas et, dans une moindre mesure, les Kel Ferouane surent mieux que d'autres groupes s'insérer dans la profession et tisser des réseaux de relations en Europe. Les Iforas dont le chef de file fut Mano ag Dayak, ont toujours joué un rôle prépondérant, prenant une certaine avance sur les autres groupes (Kel Ewey, Kel Tadélé, etc.) qui les ont parfois jaloués dénonçant leur hégémonie¹⁰. À l'opposé, des populations profitèrent peu du tourisme comme les habitants de la bordure Est de l'Aïr qui se consacrèrent à la mise en valeur agro-pastorale de leur région (Kogo et Zagado) ou comme ceux des Monts Bagzans, ces deux zones renfermant pourtant les plus beaux paysages de l'Aïr.

En termes de revenus et d'emplois¹¹, l'impact du tourisme fut plus fort sur la ville d'Agadès que sur son arrière-pays même si les citadins redistribuèrent dans les campements une partie des sommes gagnées en ville. La conjoncture très favorable qui prévalait en 1990 et 1991 ne se prolongea pas, la région enregistrant, dès 1992, une sévère chute du nombre de ses visiteurs (1 180) en raison des premières actions de la rébellion et de la fermeture de Temet-Voyages. La soupçonnant d'être de connivence avec la rébellion, les Forces armées nigériennes (FAN) investirent ses locaux (19 mars 1992) et les mirent sous-scellés, confisquèrent son matériel radio, suspendirent sa licence et arrêtrèrent son personnel encore présent. Mano ag Dayak avait anticipé une telle intervention en se réfugiant à Paris (1^{er} mars 1992) pour informer les autorités françaises de la situation au Niger et sensibiliser ses amis. Quant à Rhissa ag Boula, comptable et actionnaire de l'agence, il était parti, dès le mois de novembre 1991, dans la montagne organiser son mouvement, le Front de libération de l'Aïr et de l'Azawak (FLAA). Toutes les agences d'Agadès fermèrent leurs portes les unes après les autres (aucun touriste

10. Originaires du Mali, les Iforas sont parfois perçus comme des étrangers.

11. Les agences d'Agadès représentaient plus d'une centaine d'emplois permanents et à peu près autant d'emplois saisonniers au début des années quatre-vingt-dix.

ne s'aventura plus dans la région pendant plus de trois ans), leurs responsables regagnant les rangs de la rébellion¹² qui s'achèvera, officiellement, par les accords de paix de Niamey (24 avril 1995).

La disparition de Mano ag Dayak (15 décembre 1995) dans un accident d'avion alors qu'il se rendait à Niamey pour rencontrer le Premier ministre Hama Amadou bouleversa les données du tourisme local car Temet-Voyages ne reprit jamais son activité, étant enfermée dans des problèmes de succession¹³. De nouvelles agences, parfois créées à l'initiative de proches de Mano ag Dayak, ce qu'ils n'auraient pas effectué de son vivant, virent alors le jour, si bien qu'en 1996 on dénombrait jusqu'à vingt-sept agences à Agadès. Trois d'entre elles dominaient le marché : Dunes-Voyages fondées par le directeur financier de Temet-Voyages associé à des Nigériens, Tidène-expéditions créée par un ancien guide de Temet-Voyages assisté d'un parent de Mano ag Dayak et d'un ami français et enfin la Société de voyages sahariens (SVS) mise en place par un actionnaire italien de l'ancienne agence Niger-Ténére-Voyage. À leurs côtés, des Touaregs ouvrirent, entre 1995 et 1997, toute une série de petites agences parfois avec de l'argent gagné lors de la rébellion (vols de véhicules, vente de marchandises dérobées). Dans le contexte politique qui prévalait alors, il était impensable que des agences extérieures à la communauté touarègue puissent emmener des touristes en Aïr. D'ailleurs, il semble que certaines agences étaient étroitement liées ou émanaient de fronts qui leur assuraient protection dans les secteurs qu'ils contrôlaient.

Les mentalités changèrent également comme me le précisa un guide : « Mano était autrefois le patron et donnait du travail à tout le monde. Lui disparu, les gens ont monté leur propre affaire. C'est désormais chacun pour soi. Les comportements vont changer. Ce sera la rivalité entre les agences ». Une nouvelle hiérarchie s'établit effectivement assez vite. Les trois agences qui associaient des Touaregs à des Européens prirent le pas sur les autres grâce à leurs moyens matériels plus importants et aux étroites voire anciennes relations qu'elles entretenaient avec des agences de voyages européennes. Toutefois, la reprise tant attendue du tourisme n'a toujours pas eu lieu, des attaques de groupes de touristes, dévalisés voire tués, comme cela se produisit de nouveau en novembre 2005, par des bandes armées incontrôlées anéantissant tout effort de relance. Enfin, il faut mentionner que, peu de temps après la fin de la rébellion dont il fut le principal chef, Rhissa ag Boula est devenu ministre du tourisme et de l'artisanat, ministère important puisque représentant la troisième activité économique du Niger (il n'occupe plus ce poste à présent).

12. Mano ag Dayak fonda le Front de libération Temust (FLT). Ce front faisait partie de la CRA (Coordination de la résistance armée) avec le FLAA de Rhissa ag Boula, le FPLS (Front populaire de libération du Sahara) de Mohammed ag Anako et l'ARLN (Armée révolutionnaire de libération du Nord-Niger) d'Attaher ag Abdoumoumine.

13. À l'occasion du premier anniversaire de sa mort, un avion affrété depuis Paris amena une centaine de personnes qui se rendirent dans la vallée de Tidène où il est enterré.

L'exploitation politique du mythe

Il convient de brièvement retracer la genèse de la rébellion avant d'envisager comment Mano Ag Dayak et d'une manière plus générale les Touaregs ont joué de l'image du mythe, cette fois-ci en péril, pour rallier à leur cause de nombreux soutiens, notamment en France.

S'il n'y eut aucune défiance ni tension particulière à l'égard de la communauté touarègue durant la présidence de Diiori Hamani (1960-1974), il n'en fut plus de même après le coup d'état du général Seyni Kountché (15 avril 1974). Le « problème » touareg se posa immédiatement aux putschistes, majoritairement Djermas, dans la mesure où les Touaregs furent les plus touchés par la sécheresse ayant perdu une grande partie de leur bétail. Pour faire face à la crise, le général Seyni Kountché nomma préfet d'Agadès un de ses proches, le capitaine Beignou Beïdo. Réputé pour sa fermeté, celui-ci devait aussi surveiller le départ en exil en Libye de jeunes Touaregs qui, démunis, rejoignaient la légion islamique pour fuir la misère plus que par choix idéologique (répondre aux appels du colonel Kadhafi) [Casajus, 1995]. La méfiance du régime militaire à l'égard des Touaregs s'instaura réellement avec le coup d'état avorté du 15 mars 1976 où des personnalités touarègues étaient impliquées (elles se réfugièrent en Libye). Cette suspicion se traduit par une surveillance étroite et diverses brimades. Elle s'amplifia après l'arrestation d'un commando (1982) qui s'appretait à commettre des actes de sabotage à Arlit, berceau de l'uranium nigérien et poumon économique du pays. Elle s'accrut davantage encore, un an plus tard, après la fuite en Libye d'un Touareg emportant avec lui, selon la rumeur, d'importants documents militaires. Malgré la nomination d'un Premier ministre (Hamid Algabid) touareg originaire de Belbéji (région de Zinder), les tensions ne faiblirent point puisqu'un premier accrochage meurtrier se produisit à Tchîn-Tabaraden (29-30 mai 1985). Les faits, controversés¹⁴, laissèrent des traces car pour la première fois au Niger un affrontement interethnique entraîna la mort d'hommes.

Après le décès du général Seyni Kountché (1987), la tension tomba car son successeur, le général Ali Saïbou, ouvrit une nouvelle ère, la « décrispation ». Il relâcha la pression exercée sur le Nord du pays en incitant les Touaregs exilés en Libye à revenir au Niger, leur promettant que tout serait fait pour faciliter leur réinsertion. De manière contradictoire, sa présidence fut marquée par les seconds événements de Tchîn-Tabaraden (6-7 mai 1990), plus graves encore que les premiers puisqu'ils firent de nombreuses victimes civiles¹⁵. Si le déroulement des faits

14. La version officielle des faits avance qu'un groupe de quatorze personnes tenta de s'emparer des fonds de l'agence spéciale et du bureau de poste tuant deux gardes républicains et blessant un gendarme. Du côté des assaillants, une personne aurait été tuée, une blessée et dix autres appréhendées. D'autres sources contredisent cette version. Selon Mano ag Dayak, le groupe était venu chercher des vivres dans les magasins de l'Office des produits vivriers du Niger pour les distribuer aux populations affamées par la sécheresse. Ces hommes n'avaient donc aucune intention belliqueuse et furent violemment repoussés par les forces de l'ordre.

15. Un incident opposant des Touaregs de retour de Libye à la police déclencha dans les jours qui suivirent une expédition punitive de l'armée qui se solda par de nombreuses victimes : 70 selon le gouvernement, 600 pour les ONG, plus d'un millier selon les Touaregs [Mano ag Dayak, 1992].

diffère selon les auteurs, André Salifou [1993] contestant fermement la version de Mano ag Dayak (1992), leur lourd bilan apparaît aux yeux de ce dernier comme une des principales causes de la rébellion ; pour d'autres il n'est qu'un prétexte celle-ci ayant été décidée auparavant [Casajus, 1995]. Certes, la Conférence nationale (29 juillet-4 novembre 1991) chargée d'engager le pays dans la voie démocratique établit les responsabilités. Elle livra ainsi à la justice les officiers incriminés dans le massacre, à commencer par le capitaine Maliki Boureima, ancien commandant de la zone, mais le gouvernement de transition les relâcha sous la pression d'une mutinerie des soldats du rang (27 février 1992). À cette date, la rébellion avait déjà commencé par l'attaque du poste administratif d'In Gall (novembre 1991) puis d'autres localités, la « troupe » procédant de son côté à l'arrestation arbitraire de 186 Touaregs (28 août 1992) accusés d'apporter « un soutien moral et financier » à la rébellion.

Celle-ci déclenchée, Mano ag Dayak mobilisa le vaste réseau de relations qu'il avait tissé grâce au tourisme. Il l'avait déjà utilisé lors des événements de Tchintabaraden afin que les médias français les dénoncent publiquement alors que les autorités nigériennes s'efforçaient de les dissimuler à l'opinion nationale. Mano ag Dayak apparut très vite comme l'ambassadeur de la cause touarègue, attaché à la voie pacifique et au dialogue politique [Dayak, 1992], plus que comme un de ses chefs militaires, ce rôle étant dévolu à Rhissa ag Boula et quelques autres.

Depuis déjà longtemps, Mano ag Dayak avait manifesté une opposition non dissimulée au régime militaire du général Seyni Kountché l'accusant de favoriser le Sud du Niger au détriment du Nord qui, pourtant, renfermait les mines d'uranium dont l'exportation constituait la principale source de revenus du pays. Ses propos recevaient alors un écho favorable dans certains milieux français qui épousaient aveuglement ses thèses, notamment celle de la marginalisation délibérée des Touaregs par l'État nigérien. Son ouvrage [Dayak, 1992] les développe clairement et expose sa version (très contestable et contestée) de l'histoire régionale depuis la colonisation dont il fait presque l'apologie. Certaines personnalités comme Bernard Stasi, Edgar Pisani, le comédien Rufus, le cinéaste Bernardo Bertolucci, le photographe Jean-Marc Durou et d'autres encore y apportèrent un témoignage de solidarité. Outre cette publication, Mano ag Dayak activa le *lobby* pro-touareg français qui apporta un soutien aveugle à la cause touarègue à la fois dans la presse écrite (journal VSD notamment dont le directeur François Siegel était un de ses proches) et sur les ondes de Radio France internationale. Depuis le bureau de Temet-Voyages à Paris, il fonda l'association TOUAREGS à laquelle adhèrent ses amis du rallye Paris-Dakar, des artistes, des touristes amoureux de la région d'Agadès, des hommes politiques, des journalistes et même d'anciens officiers méharistes, ces derniers regrettant alors ouvertement que le pays touareg n'ait pas été détaché du reste du Niger lors de l'indépendance comme cela avait été un moment envisagé avec l'OCRS (Organisation commune des régions sahariennes)¹⁶. Tous s'impliquèrent dans le débat en

16. L'ONG TOUAREGS obtint grâce à ses relations des espaces gratuits d'annonces dans le métro parisien et les rues de la capitale.

prenant parti de manière inconditionnelle pour ces Touaregs blancs menacés – ignorant les Touaregs noirs pourtant plus nombreux et qui s'estiment souvent opprimés par les premiers – et condamnèrent sans nuance les autorités nigériennes. Celles-ci n'étaient pourtant pas responsables des événements de Tchintabaraden, n'étant pas au pouvoir à ce moment-là. Enfin, des associations comme France-Libertés de Danièle Mitterand se montrèrent favorables au mouvement, celle-ci inaugurant une exposition photographique consacrée aux Touaregs au Musée de l'Homme (3 juin 1992). Peu de voix (françaises), si ce n'est celles de chercheurs comme André Bourgeot et Dominique Casajus, adoptèrent à juste titre une position critique à l'égard de la rébellion soulignant notamment les risques que ses responsables faisaient prendre à l'ensemble de la communauté touarègue dont les plus démunis étaient les plus touchés par ses conséquences économiques et par les exactions de la soldatesque.

La rébellion a donc eu une dimension transnationale non négligeable, Mano ag Dayak étant considéré à tort par la presse française qu'il avait su rallier à sa cause, comme le porte-parole de la communauté touarègue. Il exploita remarquablement l'image d'une communauté qui, sans mobilisation internationale, risquait de disparaître sous le feu de l'armée nigérienne qu'elle tenait pourtant en échec sur le terrain. Il n'avait cependant aucune légitimité « traditionnelle » ni aucun mandat¹⁷ pour représenter à lui seul le monde touareg, par ailleurs morcelé. Sa position sur le devant de la scène s'expliquait uniquement par son activité de voyageur et la renommée qu'il en avait retirée en France. Il n'était pas le seul dans ce cas, le tourisme ayant, localement, induit d'importantes recompositions politiques : Rhissa ag Boula et d'autres chefs de front furent les seuls interlocuteurs des autorités nigériennes ainsi que de la France et de l'Algérie, pays médiateurs du conflit. L'aristocratie touarègue n'intervint pas ou peu, son pouvoir politique s'érodant plus encore après l'avènement du multipartisme au Niger.

La rébellion s'acheva officiellement avec les accords de paix définitive signés le 24 avril 1995 à Niamey par les représentants du gouvernement et Rhissa ag Boula qui s'était imposé sur le terrain comme étant le principal dirigeant de la rébellion et non plus Mano ag Dayak. L'accord final proposait, d'une part, l'adoption d'une loi sur la régionalisation et la décentralisation qui impliquait une réorganisation territoriale et administrative tout en insistant sur l'indispensable unité nationale. D'autre part, il envisageait les modalités de restauration de la paix avec la création d'un Comité spécial de la paix chargé de veiller à l'application des dispositions de l'accord et à l'exécution des opérations de désarmement. Enfin, il prévoyait la mise en place de forces de défense et de sécurité, un démantèlement des groupes et bandes armées (milices), une amnistie générale, une réintégration dans leur corps d'origine d'anciens combattants démobilisés et des mesures pour promouvoir le développement économique et social du Nord.

17. Certains avancent que les services secrets français soucieux de susciter un interlocuteur valable ont favorisé Mano ag Dayak aux dépens des dirigeants rivaux de la rébellion [Casajus, 1995].

L'exploitation humanitaire du mythe

Fondement de l'économie touarègue, le pastoralisme a été touché de plein fouet par une succession de crises qui se déclenchèrent au cours des sécheresses de 1973-1974 puis de 1984-1985. La région d'Agadès a donc été très tôt le théâtre de nombreuses opérations d'aide ainsi que de projets de développement qui entendaient donner aux éleveurs le moyen de reprendre leur activité traditionnelle. Dans ce contexte, l'État et les organisations internationales jouèrent un rôle essentiel. À leurs côtés, de nombreuses ONG affluèrent dans la région, leur nombre se multipliant avec l'instauration de la démocratie et la reconnaissance du droit d'association, ce type de démarche émanant de la société civile étant désormais appréciée par le monde du développement.

De retour au Niger peu de temps après la sécheresse (1976), Mano ag Dayak sensibilisait déjà ses groupes de touristes au dénuement des Touaregs de l'Air. De même, il contribua à faire en sorte que les organisateurs du Paris-Dakar fassent un geste en faveur des populations locales, démarche qu'ils finirent par accepter sous la pression d'opposants au rallye qui se regroupèrent au sein du collectif PASDAK. Celui-ci accusait l'épreuve de causer des dégâts à l'environnement et de traverser les villages et campements à très vive allure au risque de tuer des enfants (cela se produisit plusieurs fois). Pour répondre à ces critiques, Thierry Sabine lança un mouvement de solidarité et d'aide en faveur des pays traversés (Mauritanie, Mali, Niger et Sénégal) qui se traduisit par quelques actions en matière de santé, d'éducation et d'hydraulique et par l'organisation d'une caravane humanitaire qui suivait les concurrents. Les sommes allouées à ces actions étaient (et demeurent) cependant dérisoires par rapport au budget de l'épreuve, mais celle-ci n'est pas une entreprise philanthropique¹⁸.

Si des Touaregs résidant en France ont été à l'origine de petites structures d'assistance à leur communauté, la plupart des associations d'aide à la région ont été créées au cours des années quatre-vingt-dix, notamment après la signature des accords de paix de 1995 la zone souffrant des séquelles de la rébellion. L'ONG TOUAREGS, fondée en 1992 par Mano ag Dayak a ainsi été une des premières à intervenir avec un budget, à titre d'exemple, de près de 160 000 FF en 1999, ses actions portant sur la scolarisation, la santé, la construction de puits pastoraux et l'agro-écologie. La lecture de ses bulletins d'information destinés à ses adhérents, parrains et bienfaiteurs sont révélateurs d'un certain lyrisme comme le révèle ce récit :

Au campement d'Eggur, Tawni jouera pour nous des mélodies douces et mélancoliques au violon touareg. Puis les femmes chanteront en frappant le tendé. Quelle surprise de voir autour de nous une dizaine de jeunes gens, l'épée à la main, venus d'on ne sait où, en pleine nuit, pour danser. La nuit est fraîche, et le ciel resplendissant d'étoiles. La disponibilité, le temps, toutes ces notions que la vie occidentale

18. Après une participation au rallye comme pilote, le prince Albert de Monaco fonda une ONG, Monaco Aide et Présence, qui prend en charge, depuis 1988, le fonctionnement et l'approvisionnement en médicaments d'un dispensaire d'Agadès.

nous fait oublier, nous sont ici dispensées avec une telle générosité. Ces hommes et ces femmes inoubliables veulent conserver leur culture et leur identité, mais l'école et la santé font aussi partie de leurs rêves (Annie et Claude Bon)¹⁹.

Mano ag Dayak a été, indirectement, à l'origine d'autres associations comme *Grain de sable* fondé en 1996 après une expédition qu'il avait organisée pour son futur président et quelques amis (1992). L'ONG *Les amis de Timia* a aussi vu le jour au cours d'un voyage entre Tamanrasset et Agadès, son fondateur s'arrêtant plusieurs jours dans le village et se prenant de passion pour ses habitants « vivant d'une manière traditionnelle » et non pas comme en Algérie où il vécut et où les Touaregs sont « arabisés » [Gosmane-Avella, 2004]. Enfin, dernier exemple, l'ONG *Tatit* a été mise en place par une ancienne coopérante au Niger qui a épousé un ressortissant de la région de Bagga puis décidé d'aider la population locale victime de la sécheresse et de la guerre civile à « reconstruire un avenir digne pour eux et pour leurs enfants » [Gosmane-Avella, 2004].

La création de ces structures, comme beaucoup d'autres (il y en aurait plus d'une trentaine), est donc marquée, au départ, par une histoire personnelle née d'un séjour ou d'un simple voyage dans la région qui a suscité un attrait pour la société touarègue appréhendée sous l'angle de son folklore. Dans ces conditions, leurs fondateurs jouèrent un rôle important. Pour être crédibles et mobiliser des ressources financières en Europe, ils doivent, d'une part, se targuer d'une connaissance fine de la société touarègue et de ses problèmes de développement qu'ils n'ont bien évidemment pas. Ils doivent, d'autre part, prétendre avoir des solutions pour les résoudre et atténuer la souffrance des populations. Sur place, leurs compétences étant limitées, ils s'en remettent à leurs correspondants touaregs, véritables courtiers du développement, qui sont donc à l'interface des donateurs et des bénéficiaires dont ils connaissent les besoins, la manière d'y faire face et de gagner l'accord, mais ne sont pas dénués d'arrière-pensées. L'examen des projets conçus par ces ONG montre que leurs actions portent principalement dans le domaine de la scolarisation, viennent ensuite la reconstitution du cheptel, la réalisation et/ou la réhabilitation des points d'eau ainsi que la santé publique (création de cases de santé et distribution de médicaments). Sont privilégiés le massif de l'Aïr (vallée de Tidène et régions de Timia et d'Iférouane) ainsi que l'arrondissement de Tchintabaraden dans l'Azawagh. Dans tous les cas, la partie de la population la plus défavorisée est particulièrement visée, mais ce type d'intervention, ici comme ailleurs en Afrique, profite bien souvent à des groupes restreints (famille, lignage) et non à tout un village ou campement accroissant ainsi les inégalités socio-économiques locales. La question qui se pose, mais que ces ONG ne se posent pas étant persuadées de la légitimité de leurs actions, est de savoir quels intérêts et positions sociopolitiques favorisent-elles ?

À cela, on peut répondre que ces ONG ont sans doute privilégié, au départ, les Touaregs blancs et notamment les Iforas de la vallée de Tidène sous l'influence de Mano ag Dayak qui a été avant l'heure un courtier du développement tout en étant

19. Bulletin d'information, association TOUAREGS, février 2000.

le principal opérateur touristique. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, ces ONG prêtent davantage attention aux Touaregs de « souche noire » qui sont souvent les plus nécessiteux. Aussi, on peut considérer avec Nicoletta Gosmane-Avella [2004] que des « ONG de nobles » comme *Orion* qui collabore étroitement avec des groupes aristocratiques de l'Azawagh cohabitent avec des « ONG de pauvres » telle que *Timidria* qui lutte contre les formes persistantes d'esclavagisme en favorisant l'émancipation et la réinsertion de ses victimes tout en dénonçant le pouvoir abusif de la chefferie traditionnelle qui s'exerce aux dépens des Touaregs noirs. Dans un cas comme dans l'autre, les actions menées sont toutefois trop ponctuelles pour avoir un effet important et durable sur la situation socio-économique de la société touarègue dont la condition s'est davantage détériorée lors de la rébellion.

Les « courtiers » du développement ou développeurs « autoproclamés » sont une des caractéristiques et plus encore ambiguïté de la grande majorité des associations travaillant dans la région d'Agadès. Cette spécificité s'explique par le passage du loisir à l'humanitaire, leurs responsables étant soupçonnés de faire du tourisme dans l'Aïr, tous frais payés, sous le prétexte d'évaluer les actions entreprises par leur structure. Regroupées au sein du Collectif Nord Niger (soit une quinzaine d'ONG), les intervenants dans la région de l'Azawagh, peu touristique, accusent ceux qui opèrent dans l'Aïr d'être mus essentiellement par le tourisme. Certaines ONG ne s'en cachent pas puisqu'elles font du tourisme même leur domaine d'activité à travers la revendication d'un tourisme « autre », « intelligent » et « générateur de revenus pour les populations locales » comme le prétend *Croq'nature* [Gosmane-Avella, 2004]. En dépit de ces querelles, l'intérêt du Collectif est de coordonner un minimum les interventions de toutes ces ONG pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de chevauchement dans leurs actions, chacune ayant un territoire d'action délimité. Enfin, il est clair que beaucoup d'entre elles travaillent en étroite relation avec des agences de voyages locales comme Aharous-Voyages ou des guides qui leur apportent un soutien logistique. D'autres sont proches de milieux politiques (député national ou anciens chefs rebelles) et entreprennent des opérations d'aide sous leur couvert. Enfin, en marge de ces ONG, opèrent des structures plus importantes comme le Conseil général des Côtes d'Armor dans le cadre de la coopération décentralisée. Engagée en 1987 par l'ancien ministre Charles Josselin, alors Président du Conseil général, la coopération décentralisée entre ce département et celui d'Agadès portent sur de multiples domaines et se veut être un lieu de rencontres entre les hommes et les femmes des deux territoires : des délégations bretonnes se rendent ainsi régulièrement au Niger pour visiter les sites d'interventions. Inversement, de nombreux Touaregs (artisans, conteurs, danseurs, comédiens, etc.) sont invités à venir en Bretagne, comme ce fut le cas à la foire de Saint-Brieuc (septembre 2000).

Conclusion

Même si le tourisme en pays touareg fut un tourisme de randonnée et de bivouac plus que de construction d'infrastructures et de créations massives d'emplois, il a

quand même eu des retombées socio-économiques au cours des quinze années où il a pu se développer librement. Il a facilité la constitution de réseaux transnationaux à la fois d'amitié et de solidarité, lesquels ont eu des incidences politiques et humanitaires. Toutefois, il a eu un impact limité en terme d'accumulation individuelle car il s'est effectué à trop petite échelle : Mano ag Dayak et les autres responsables d'agence, de même que les artisans-forgerons, ne se sont jamais enrichis de manière comparable aux commerçants et transporteurs du Sud du Niger qui sont devenus de riches hommes d'affaires. Ceux d'entre eux qui travaillaient pour les sociétés minières d'Arlit et Akokan ont ainsi gagné beaucoup plus d'argent que les bénéficiaires du tourisme saharien. Activité saisonnière, il n'est pas un domaine d'accumulation rapide et n'offre pas de grosses marges comme le négoce car il doit tenir compte aussi de la concurrence algérienne, mauritanienne et malienne. Cela explique que les inégalités économiques entre le Nord et le Sud du pays se soient davantage creusées.

En coulisse de la scène touristique, s'est donc mise en place toute une dynamique d'aide à travers la prolifération d'associations centrées sur le pays touareg. Celles-ci sont beaucoup plus nombreuses dans le Nord du Niger que dans le Sud haoussa et djerma. Certes, cette zone a été particulièrement touchée par la sécheresse, la famine et la rébellion, mais ces événements n'expliquent pas tout : les Touaregs, au même titre que les Masais du Kenya, les Dogons du Mali ou les Pygmées du Congo, font partie de ces groupes ethniques qui occupent une place originale et privilégiée aux yeux des touristes occidentaux. De là, naît une relation affective qui explique un engouement qui peut se traduire par des engagements politiques et humanitaires : beaucoup d'ONG sont nées sous l'effet d'un coup de cœur consécutif à un voyage touristique. De leur côté, les Touaregs, comme ces autres populations, s'efforcent d'entretenir l'image qui est attendue d'eux [Pandolfi, 2001] afin de préserver le « mythe » et par là une rente, tout en offrant une vision misérabiliste pour susciter l'aide.

BIBLIOGRAPHIE

- ADAMOUB. [1979], « Agadès et sa région », *Études nigériennes*, n° 44, IRSH, Niamey.
- BEJUI D. et P. [1994], *Exploits et fantasmes transsahariens 80 ans de traversées sahariennes abouties ou rêvées, en auto, en camion, en train et en avion*, Chanac, Éditions La Régordane.
- BERNUS E. [1983], « Place et rôle du forgeron dans la société touarègue », in N. Échard (textes réunis par), *Métallurgies africaines-Nouvelles contributions*, Paris, mémoire de la société des africanistes, p. 237-251.
- BOILLEY P. [1989], « Les Kel Adagh et la colonisation. Étude des évolutions politiques, sociales et économiques du groupement touareg de l'Adrar des Iforas (1894-1965) », *Islam et Sociétés au Sud du Sahara*, 3 mai, p. 233-252.
- BOILLEY P. [1994], « Aux origines de la question touarègue au Mali. Une exception coloniale : l'occupation pacifique de l'Adrar des Ifoghas », *Islam et Sociétés au Sud du Sahara*, n° 7, p. 143-181.

- BOURGEOU A. [1992], « L'enjeu politique de l'histoire : vision idéologique des événements touaregs (1990-1992) », *Politique africaine*, n° 48, p. 129-135.
- BOURGEOU A. [1994], « Révoltes et rébellions en pays touareg », *Afrique contemporaine*, n° 170, p. 3-19.
- BOURGEOU A. [1995], *Les sociétés touarègues, Nomadisme, identité, résistances*, Paris, Éditions Karthala.
- BOURGEOU A. [1996], « Les rébellions touarègues : une cause perdue ? », *Afrique contemporaine*, n° 180, p. 481-499.
- CASAJUS D. [1995], « Les amis français de la cause touarègue », *Cahiers d'études africaines*, vol. XXXV(1), n° 137, p. 237-250.
- DAYAK M. [1992], *Touareg, la tragédie*, Paris, Éditions Lattès.
- DAYAK M. [1996], *Je suis né avec du sable dans les yeux*, Paris, Éditions Fixot, 1996.
- DE BARRIN J. [1990], « Des centaines de Touaregs tués au Niger », *Le Monde*, 15 juin 1990.
- FERNANDEZ P. [1998], *Les artisans de l'Air au Niger : Recomposition sociale et transformations économiques*, mémoire de DEA en anthropologie sociale et ethnologie, École des hautes études en sciences sociales, Paris.
- GOSMANE-AVELLA N. [2004], *Les associations de développement en milieu touareg du Niger, une étude comparative*, mémoire de DEA, EHESS, Paris, 102 p.
- GRÉGOIRE E. [1999, réimp. 2001], *Touaregs du Niger, le destin d'un mythe*, Paris, Karthala.
- HENRY J.R. [1983], « Le désert nécessaire », in *Désert, Nomades, Guerriers, chercheur d'absolu*, Paris, Éditions Autrement, Série Monde, HS n° 5.
- MAIGA A. [1991], *L'impact économique du tourisme international dans le développement de la région d'Agadez au Niger*, mémoire de DES de tourisme, Université de Paris 1-Institut de recherche et d'études supérieures de tourisme, Paris.
- PANDOLFI P. [2001] « Les Touaregs et nous, une relation triangulaire ? », *Ethnologies comparées*, n° 2 : Miroirs identitaires.
- PANDOLFI P. [2004], « La construction du mythe touareg, quelques remarques et hypothèses », *Ethnologies comparées*, n° 7.
- SALIFOU A. [1993], *La question touarègue*, Paris, Karthala.



Passage du rallye Paris-Dakar à Agadès
(© E. Grégoire, 1997)